



APERÇU GÉNÉRAL

Durant le mois d'octobre, la RDC a connu des avancées dans son cadre législatif avec la publication au Journal Officiel (JO) le 17 octobre 2023, d'une **loi portant protection et responsabilité des défenseurs des droits humains**. Celle-ci vise à garantir la sécurité, la liberté et l'intégrité des personnes qui défendent les droits de l'homme. Cette loi reconnaît l'importance du rôle des défenseurs des droits de l'homme dans la promotion et protection des droits fondamentaux et prévoit des mesures spécifiques pour prévenir des actes de violences, des intimidations, des menaces et représailles à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme. Dans le même JO, la **loi déterminant les principes fondamentaux relatifs au système pénitentiaire** a également été publiée, ce qui représente une avancée dans la protection des droits des personnes privées de liberté en RDC et pourrait notamment contribuer à réduire la surpopulation carcérale et le taux de mortalité en détention.

Au niveau opérationnel, plus de deux ans après l'instauration de l'Etat de Siège au Nord Kivu et en Ituri, le Président Congolais, Félix Tshisekedi, a précisé le 12 octobre 2023 avoir opté pour la mise en œuvre d'un dispositif transitoire graduel au terme duquel cette situation exceptionnelle devra connaître sa fin. Ce dispositif transitoire consistera au rétablissement de l'autorité civile dans les entités territoriales décentralisées et déconcentrées qui sont déjà sécurisées et sous contrôle des forces armées de la RDC.

L'annonce du chef de l'État survient à un moment où les faits marquants ci-après ont été notés :

- Après quelques temps d'accalmie précaire, les combats ont repris dans le **Nord Kivu** dès la première semaine d'octobre, provoquant de nombreux morts et de nouveaux afflux massifs de populations. Il y a ainsi eu dans le **Petit Nord Kivu**, une sérieuse détérioration du contexte sécuritaire avec la reprise et l'intensification des affrontements entre les M23 et les groupes armés, notamment au cours des deux premières

semaines du mois, particulièrement les territoires de Rutshuru et de Masisi.

- Dans le **Grand Nord Kivu**, la période a été caractérisée par des affrontements entre groupes armés et les FARDC à Beni, par l'activisme de groupes armés ADF et Mai Mai contre les civils dans les territoires de Beni et Lubero et par la réduction des mouvements vers les champs en raison de multiples attaques des groupes armés contre les agriculteurs.
- Au **Sud Kivu**, des affrontements entre deux groupes armés et entre les militaires des FARDC dans les Provinces du Sud-Kivu et du Maniema ont été observés entraînant plusieurs violations et abus des droits de l'homme. Dans la partie nord du Sud-Kivu, la montée de l'activisme des groupes RM sous l'égide de Wazalendo déstabilise encore davantage les territoires de la région, notamment Walungu et Kabara, considérés comme relativement stables.
- La situation de protection et de sécurité est restée volatile sur l'ensemble de la province **de l'Ituri et à Faradje dans de la province du Haut-Uélé**. Des présumés éléments des groupes armés (CODECO, FPIC, FRPI, Mai Mai, Zaïre, ADF et des bandits armés) ont été cités comme auteurs de multiples violations et atteintes aux droits humains au cours des attaques et embuscades contre les civils¹.
- Dans la province du **Tanganyika**, des tensions en lien avec l'exploitation des minerais (Nyunzu), l'activisme de groupes armés Mayi Mayi Apa na Pale (Kalemie), Mai Mai Malaïka (Kongolo), des affrontements entre FARDC et Bakatakataka (Manono) se soldent en violations et abus de droits de l'homme.
- Dans les **provinces du Kasai, Kasai-Central et Kasai-Oriental**, poursuite de conflits intercommunautaires, conflits liés à l'exploitation des forêts et d'actes de banditisme.
- Les incursions des miliciens Yakas (*Mobondos*) et les affrontements entre ces derniers et les FARDC dans les provinces du **Kwango, Kwilu et Mai-Ndombe** continuent d'entraîner des mouvements de populations






¹ [Rapport mensuel de monitoring de protection ITURI et HAUT-UELE | Octobre 2023](#)





affectant aussi bien les provinces précitées que la zone périphérique de la ville de Kinshasa (principalement la commune de Maluku).

- Les acteurs du monitoring de protection ont rapporté environ **17,157** violations et incidents de protection en octobre 2023, soit une augmentation de **21.94%** par rapport au mois de septembre avec **14,069** violations et incidents. Parmi ces violations, il y a au moins **277** homicides, **4,078** victimes de coups et blessures, **390** victimes de torture et traitements inhumains, **876** enlèvements/disparitions, **1,499** travaux forcés, **569** viols et **412** violations 1612. Les violations et abus rapportés en octobre concernent **23,952** victimes, dont **6,063** femmes, **16,277** hommes et **1,612** enfants.
- De janvier à octobre 2023, environ **92,813** violations et abus ont été rapportés.

	1,233 Cas de VBG
	412 Violations aux droits de l'enfant y compris des allégations 1612 rapportés aux mécanismes MRM
	4,762 Violations du droit à l'intégrité physique
	4,669 Violation du droit à la liberté
	5,991 Cas de violation du droit à la propriété (extorsion des biens, incendies, taxes illégales, pillages)

RECOMMANDATIONS

- Renforcer le plaidoyer auprès de la Coordination des opérations militaires conjointes FARDC/UPDF pour leur élargissement à la zone de santé d'Oicha en vue de la sécurisation des civils cultivateurs de cette zone (*Cluster Protection*)
- Evaluer les besoins urgents des personnes déplacées dans les zones des déplacements (Kirumba, Kamandi, Luofu etc.) afin de leur apporter les réponses requises (*Cluster Protection*)
- Accélérer la mise en application effective du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRC-S)
- Renforcer les sensibilisations des groupes armés pour leur adhésion au processus PDDRC-S ainsi que sur les violations 16/12 (*PDDRC-Section DDR de la Monusco et partenaires d'exécution*)
- Envisager des opérations de déminage d'engins explosifs présents dans les provinces du Nord Kivu (Beni, Masisi, Rutshuru) et Sud Kivu (territoires de Fizi, Mwenga, Uvira) et procéder à des séances de prévention en vue d'éviter des accidents (*Cluster Protection/CCLAM*)





PROVINCES DE L'ITURI ET DU HAUT UELE (Faradje)

Territoires	Violations et abus des droits					Total	%
	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	VBG	Violations graves des droits de l'enfant (rés. 1612)		
Aru	42	65	7	13	0	127	4
Djugu	203	437	138	76	4	858	30
Faradje	9	110	0	9	0	128	4
Irumu	44	355	177	88	0	664	23
Mahagi	175	404	301	49	0	929	32
Mambasa	72	76	13	13	1	174	6
TOTAL	545	1,446	636	248	5	2,880	100

Tableau montrant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection² en Ituri

- **2,880 violations et abus** des droits humains et autres incidents de protection et abus pour **4,343 victimes (2,976 hommes, 1,273 femmes, 94 enfants)** ont été documentés par les acteurs du monitoring de protection dans les territoires de la province de l'Ituri (Mahagi, Djugu, Irumu, Mambasa et Aru), ainsi qu'à Faradje dans la province du Haut Uélé au cours du mois d'octobre. Ces chiffres représentant une **augmentation de 22.81 %** comparativement au mois de septembre 2023 avec **2,345 violations**.
- Depuis janvier, **55,274** personnes ont été victimes de violations dont 20,094 femmes, 32,673 hommes et 2,507 enfants.

MAHAGI

- **929 violations** représentant 32 % des cas rapportés dans la province et Faradje, et une augmentation de 45 % par rapport au mois précédent avec 641 cas. Cette augmentation pourrait résulter des attaques assorties des violations des droits humains principalement dans les localités littorales (Kwore et Mukachi), en zone de santé d'Angumu en raison de la faible couverture des services de sécurité. En effet, plusieurs cas de pillages suivis des travaux forcés ont été enregistrés dans les zones de santé de Kambala et Angumu.
- Des présumés éléments de l'Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais de la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO/URDPC) auraient accentué les violations avec des pillages, des travaux forcés et des extorsions des biens des civils.

A titre illustratif, le 07 octobre 2023, des présumés éléments de la CODECO/URDPC auraient perpétré une incursion dans le groupement Ruvinga, chefferie de Mukambu. Au cours de cette incursion, ils auraient incendié environ 55 abris dans les villages de Walla et Ulalu, entraînant le déplacement d'environ 1,137 ménages vers les localités de Jupukelo, Umoyo, Yau, dans le groupement Umoyo, chefferie de Djukoth.

Le 30 octobre 2023, des présumés éléments armés de la CODECO/URDPC auraient perpétré une attaque dans le camp de pêche de Mukachi, en zone de santé d'Angumu. Lors de celle-ci, ils auraient emporté plusieurs biens des populations civiles dans 17 maisons et 5 boutiques.

- Par ailleurs, des militaires des FARDC auraient été indexés comme auteurs d'extorsions des biens des civils, notamment dans les zones de santé de Logo et Rimba en imposant le versement d'un droit de passage au niveau des barrières illégales érigées les jours durant lesquels sont organisés les marchés communautaires.

DJUGU

- Avec **858 violations** représentant **30%** des cas rapportés dans la province de l'Ituri et Faradje, le territoire de Djugu a enregistré le plus grand nombre de violations des droits humains après celui de Mahagi, et

² SAR - Système d'Analyses et Réponses UNHCR





une augmentation de **167** cas par rapport au mois de septembre 2023 (**697 cas**).

Cette hausse pourrait être en lien avec l'environnement des civils qui est resté menacé par des attaques des éléments de CODECO/URDPC et du ZAÏRE qui continuent de porter atteintes aux droits des populations civiles.

Le retard dans la mise en application effective du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRC-S) serait un facteur qui offrirait aux membres des groupes armés une certaine latitude dans la commission des différentes violations des droits humains ; ceux-ci sont à la recherche de moyens de survie dans les zones sous leur occupation, mais aussi dans celles contrôlées par les militaires FARDC.

Un autre facteur expliquant la dégradation de la situation de protection des civils serait la dégradation de la route nationale 27 entre IGA barrière et Fataki qui aurait également un impact sur les accès. Des cas d'embuscades assorties de meurtres, de pillages et de coups et blessures y ont été documentés.

Durant toute la période sous revue, les civils ont été essentiellement victimes d'extorsions de biens, payements d'amendes illégales, travaux forcés.

A titre d'exemple, le 6 octobre 2023, environ 370 personnes retournées auraient été contraintes à la construction des cases dans le campement des éléments de la CODECO dans la localité de Nguo, en zone de santé de Damas. Environ 16 personnes n'ayant pas participé à ces travaux auraient été arrêtées et obligées de payer chacune environ 10 USD.

Le 17 octobre 2023, deux présumés éléments armés de la CODECO/URDPC auraient flagellé 04 femmes déplacées du site de déplacés de Hungbwe et les auraient dépouillées des téléphones portables, une somme de 35.000 FC et un régime de bananes, dans la localité de Bri, en zone de santé de Nizi.

IRUMU

- **664 violations**, soit 29 % des cas, ont été enregistrées, soit une baisse de **3.9% (27 cas)** par rapport au mois de septembre 2023 durant lequel **691** cas avaient été documentés.
- Depuis le 14 octobre 2023 dans la partie Ouest de la forêt sur la route nationale numéro 4, en zone de santé de Komanda, l'intensification des opérations conjointes des militaires FARDC et UPDF est observée. Opérations qui auraient également permis de détruire les nouveaux bastions des éléments ADF installés après avoir été chassés du côté du Nord Kivu, réduisant ainsi leur capacité de nuisance.
- Des présumés éléments des groupes armés (Maï-Maï/Mazembe, FRPI, FPIC et TCHINI YA TUNA), auraient été également indexés comme auteurs de violations des droits humains contre les civils dans le territoire. Ces groupes armés se seraient illustrés dans les cas de meurtres, de coups et blessures, d'enlèvements et de pillages de biens vivres et non vivres dans les zones de santé de Komanda, Nyankunde, Gety et Boga.
- Des présumés éléments armés des Forces Démocratiques Alliées (ADF) et ceux de la Force Patriotique et Intégrationniste du Congo (FPIC) auraient été indexés comme auteurs de meurtres et d'extorsions des biens des civils dans des localités des zones de santé de Komanda et Nyankunde. A titre illustratif, le 21 octobre 2023, dans la localité de Ndimu, en zone de santé de Komanda, des présumés éléments armés des ADF auraient attaqué un convoi de motards qui se rendaient à Komanda à partir du Nord Kivu ; ils auraient tué une femme d'environ 34 ans. Le 29 octobre 2023, dans la localité de Talolo, à environ 49 Km au sud-ouest de Bunia, en zone de santé de Nyankunde, 03 éléments de la FPIC auraient tendu une embuscade à 03 personnes retournées de la localité de Nyankunde qui se rendaient dans la localité de Nyamao Avini. Lors de celle-ci, ils les auraient flagellées et dépouillées d'une somme de 450,000 FC.

FARADJE

- **128 violations et abus** représentant **4 %** des cas ont été documentés à Faradje en octobre 2023, avec une baisse de 17 violations en comparaison au mois précédent avec **111 violations et abus**. Une hausse a été observée au cours de la période de distribution du cash et





des vivres par le PAM, du 26 au 29 octobre et du 30 octobre au 1^{er} novembre 2023 par AAI au site de Bele. Pendant cette période les réfugiés auraient été victimes d'extorsions de biens à différents check-points.

PROVINCE DU NORD KIVU


Territoires	Violations et abus de droits						
	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	VBG	Violations graves des droits de l'enfant (rés. 1612)	Total	%
							
Lubero	97	94	103	18	21	333	11
Masisi	220	211	386	130	97	1,044	35
Nyiragongo	91	79	69	111	08	358	12
Oïcha	183	217	146	13	18	577	19
Rutshuru	185	145	139	50	23	542	18
Autres (Goma, Walikale)	38	38	30	63	02	171	6
TOTAL	814	784	873	385	169	3,025	100

Tableau montrant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection dans le Nord Kivu

- Environ **3,025 abus et violations des droits humains** ont été documentés par le monitoring de protection au cours de cette période. Ces chiffres représentant une augmentation de 62.72 % comparativement au mois de septembre 2023 avec 1,859 violations. Le territoire le plus affecté est une fois de plus Masisi (1,044 cas), avec 35% des cas.
- S'agissant des violences basées sur le genre (VBG), 385 cas ont été enregistrés, parmi lesquels 77,40 % sont des cas de viols : Masisi (103), Nyiragongo (90), Goma (44), Rutshuru (39).
- En ce qui concerne les violations graves commises contre des enfants dans des situations de conflit armé, 169 cas ont été documentés, dont

39 cas de violences sexuelles, 29 cas de meurtres/mutilation d'enfants et 75 cas de recrutement et utilisation d'enfants et 23 enlèvements.

- Depuis janvier 2023, **51,618** personnes ont été touchées par ces violations dont **12,016** femmes, **23,252** hommes et **16,350** enfants.

MASISI

- Au Nord-Ouest du territoire, des affrontements entre une coalition des groupes armés et le M23 se poursuivent entraînant des déplacements massifs et abus et violations des droits de l'homme.
- Les affrontements entre un groupe armé et le M23 et entre une coalition des groupes armés et le M23 en groupements Bashali-Mukoto et Bashali-Kaembe ont entraîné les déplacements d'environ 99,270 personnes les 4 et 5 octobre 2023. Un grand nombre de ces déplacés se sont dispersés vers les localités de Mweso et Kitshanga, et le long des axes routiers Kilorirwe-Nyamitaba, Kitshanga-Mokoto et Kitshanga-Mweso.
- Le 4 octobre, plus de 200 maisons auraient été pillées à Busumba, Rugogwe et Kihunda et 66 hommes retournés auraient été enlevés et obligés par des éléments armés de transporter les biens pillés. Ces victimes auraient été libérées après ces travaux.
- Lors des affrontements du 5 octobre, 3 PDIs du site de Kilorirwe auraient été blessées par balles. Plus de 300 maisons auraient été pillées par des éléments armés. 12 civils auraient été enlevés pour le transport des biens pillés. Ces victimes auraient été libérées après ces transports. 9 maisons auraient été incendiées par des éléments armés à Nturo.
- Après différents affrontements entre groupes armés et le M23 dans et autour de la cité de Kitshanga le 6 et 7 octobre, le M23 a été poussé de la cité par d'autres groupes armés le 8 octobre 2023.
- De nombreux civils subiraient des actes de représailles liés aux accusations de collaboration avec des parties au conflit. Le 11 octobre, 23 maisons auraient été incendiées par un groupe armé. Le 12 octobre, 5 personnes retournées auraient été enlevées par les éléments armés. Le risque de nouvelles représailles par des groupes armés est élevé.
- Au centre de Masisi, des acteurs armés continueraient de fréquenter des sites de PDIs. Du 14 au 16 octobre, au moins **6 incursions** des éléments





de ces groupes armés ont été signalées **dans les sites** de Katale, Kalinga et Mater Dei. Lors de ces incursions, 6 déplacés accusés de refuser d'effectuer des travaux de construction des huttes dans le campement de ces groupes armés ont été enlevés. Ceux-ci auraient été libérés moyennant le paiement d'une rançon.

- Après quelques jours d'accalmie, le 21 octobre 2023, différents affrontements ont entraîné des déplacements massifs d'environ 11.432 ménages composés de 57,160 personnes retournées vers les bases de la MONUSCO et de l'EAC à Kitshanga et vers Mweso, impactant la mise en œuvre de plusieurs interventions humanitaires dans les zones de Mweso et Kitshanga.
- Entre le 21 et 26 octobre, plusieurs incidents de protection ont aussi été rapportés à Kitshanga, Burungu et Rushebeshe : Au moins 10 personnes retournées auraient été tuées et 27 autres enlevées par des éléments des groupes armés dans ces localités, selon les acteurs de protection. Ces victimes seraient soupçonnées de coopérer avec d'autres groupes armés rivaux.

RUTSHURU

- Au cours de deux premières semaines de la période, les hostilités ont repris entre les groupes armés et se sont intensifiées, exacerbant la situation humanitaire.
- Dans le Sud du territoire, en groupement Bishusha, le 4 octobre, un groupe armé s'est affronté au groupe M23 au village Kizimba. Ces affrontements ont entraîné le déplacement d'environ 1,421 ménages de 7,105 individus vers Kitshanga, Bishusha centre et Bwiza.
- Les affrontements entre le M23 et des autres groupes armés signalés dans le territoire de Masisi ont progressé dans la partie sud-ouest du territoire de Rutshuru au cours de la 2e semaine du mois.
- Les affrontements simultanés rapportés depuis début octobre dans le territoire de Masisi ont entraîné des afflux de déplacés dans plusieurs territoires de Rutshuru, entre autres, Bwiza centre (environ 7,500 personnes), Kabizo (environ 7,300 personnes), Kiseguru (5,100 personnes), Kiwanja (10,200 personnes).
- Au Sud-Est du territoire, en milieu de mois, on note la poursuite des affrontements entre le M23 et une coalition de groupes armés aux

environs de la cité de Kiwanja et dans la même période, au sud-ouest du territoire, des affrontements entre le M23 et d'autres groupes armés se sont poursuivis dans plusieurs villages du Groupement Tongo parmi lesquels certains seraient passés sous contrôle du M23.

- Le 15 octobre, des affrontements entre des éléments M23 et d'autres groupes armés ont été signalés sur l'axe Bwiza à Kaveni, Tabi, Kyumba et Ngangi : 5 civils, dont 2 femmes, auraient été tués par balle à Ngangi. En outre, 8 maisons auraient été détruites par des projectiles, une maison aurait été incendiée, 23 maisons et 11 vaches auraient été pillées à Bwiza. Environ 2,874 ménages se sont déplacés vers plusieurs villages.
- Entre le 21 et le 26 octobre, des affrontements entre le M23 et d'autres groupes armés dans les groupements Tongo et Bambu ont entraîné les déplacements d'au moins 3,444 ménages de 17,220 personnes vers Kirumba et Kibirizi.
- Le 26 octobre, les affrontements ont progressé vers Bambu. Cette zone est passé sous contrôle du M23.

En fin de période, des positions en groupement Bishusha que divers groupes armés auraient prises entre le 1^e et le 10 octobre seraient de nouveau passées sous contrôle des éléments M23. Des éléments du M23 auraient attaqué simultanément des villages de Gashavu et Kibwe.

BENI

- Au cours des deux premières semaines du mois, des affrontements armés ont été rapportés dans plusieurs villages des zones de santé d'Oïcha et de Kyondo, à l'est du territoire de Beni. Un civil a été tué au cours des combats opposant les FARDC et un groupe armé dans le village de Kijeki, le 4 octobre. Au moins six autres civils ont été enlevés par des hommes armés le même jour, dont un aurait réussi à s'échapper, tandis que les autres seraient toujours en captivité. Par ailleurs, entre le 04 et 10 octobre, deux civils ont été tués et deux autres enlevés au cours de plusieurs attaques d'hommes armés sur l'axe Eringeti-Kainama, et dans le village de Matakwa, dans la zone de santé d'Oïcha, selon la société civile locale. A ces attaques, s'ajoutent des affrontements entre les éléments d'un groupe armé et les FARDC vers





Kainama dans la même zone, le 10 octobre. Au moins trois civils pris en otages entre Eringeti et Kainama ont été libérés des mains de leurs ravisseurs à la suite de violents combats.

- De vives tensions se sont poursuivies au cours des deux dernières semaines d'octobre 2023 avec des incursions dans les villages et des attaques d'agriculteurs par des AD, d'opérations militaires contre les ADF.

- Au moins 35 personnes ont été tuées dans des attaques armées au cours de cette période, notamment dans les zones de santé d'Oïcha (avec 32 morts) et Mutwanga. Dans la nuit du 23 au 24 octobre à Masosi, environ 1 500 personnes se sont déplacées vers Oïcha centre à la suite de cette attaque.

Les activités socio-économiques et le trafic routier ont connu de fortes perturbations en raison des tensions au sein de la communauté locale. Plusieurs organisations humanitaires ont dû suspendre leurs opérations en raison du contexte local très tendu. L'aide humanitaire destinée à plus de 100 000 personnes vulnérables a été retardée.

Les activités scolaires ont également été suspendues depuis le 30 octobre par les enseignants, en raison du décès de trois des leurs et des écoliers dans cette attaque.


Le 27 octobre, une attaque armée dans la localité de Kasindi, dans la zone de santé de Mutwanga, a tué cinq personnes.

- Il est important de signaler que depuis janvier, au moins trois attaques contre les populations civiles ont été signalées à Kasindi. Ces attaques ont fait au moins 30 morts et plus de 35 civils blessés³.
- De nombreux ménages dans l'incapacité d'accéder aux champs en raison de l'insécurité et avec la reprise des cours, le mois d'octobre a enregistré une augmentation de la négligence et de la maltraitance des enfants, de l'exploitation sexuelle, de la violence domestique, d'abandons scolaires, des vols et d'enlèvements.⁴
- En outre, la découverte le 10 octobre, de 3 engins explosifs improvisés découverts au village Kabakwa (2) et Loselose (1) dans les champs par des civils en zone de santé de Mutwanga, œuvre des présumés

³ [RD CONGO : Intensification de la réponse humanitaire dans la province du Nord-Kivu. Rapport de situation 13 novembre 2023 \(OCHA\)](#)

éléments ADF, n'a occasionné aucun incident majeur, mais aurait entraîné la restriction de mouvements des agriculteurs dans les champs.

PROVINCE DU SUD KIVU

Violations et abus des droits								
Territoires	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	Conflits fonciers	VBG	1612	Total	%
 Fizi	465	594	210	0	39	47	1355	15
Kabambare	0	30	1	0	7	0	38	0
Kalehe	636	590	554	6	57	44	1887	21
Mwenga	443	630	547	0	55	77	1752	20
Shabunda	464	385	390	0	30	36	1305	15
Uvira	631	477	547	2	27	27	1711	19
Walungu	347	275	238	0	34	7	901	10
TOTAL	2,986	2,981	2,487	8	249	238	8,949	100

- Environ **8,949 violations et abus** des droits humains pour **9,230 victimes** ont été documentées dans les territoires (respectivement Kalehe, Mwenga, Uvira, Fizi, Shabunda et Walungu) de la province. Une augmentation de **612 cas** est constatée (soit **7%**) par rapport au mois de septembre 2023 avec **8,337 cas**.
- Il est à noter qu'en début de période une baisse des violations a été observée en lien avec les intenses affrontements entre deux groupes armés dans le territoire de Kabambare (Mabanda, Penemwinda et Kibenga), et entre les militaires des FARDC et un groupe armé dans le territoire de Mwenga (Ilundu et Kalinga/secteur d'Itombwe). Situation qui n'aurait pas permis aux équipes mobiles de protection de collecter les incidents de protection en temps réel.

⁴ [Rapport mensuel de monitoring de protection du Conseil Danois pour les Réfugiés \(DRC\) DRC pour octobre 2023, couvrant les zones de santé de Beni et Mabalako](#)





- L'augmentation générale s'expliquerait par les attaques répétitives des groupes armés dans des villages, et l'occupation par les mêmes groupes armés de certaines entités dépourvues de présence des forces de défense et sécurité et les forces de l'EAC.
- En octobre 2023, **3 alertes sur la présence des engins explosifs** ont été annoncées par les points focaux de l'action contre les mines et population locale dans les localités ci-après : groupement de Babungwe sud, secteur de Ngandja en territoire de Fizi, 3 engins explosifs ont été signalés le 6 octobre dans le champ abandonné du chef de village Buzimba 2 ; dans le groupement Kabunambo dans la plaine de Ruzizi, Territoire d'Uvira, le 9 octobre, un jeune garçon a trouvé puis laissé sur un sentier une grenade à Karima, village situé à 5km de Ndunda ; et dans le Quartier Mwemezi I de la ville de Baraka, deux enfants ont ramassé le lundi 16 octobre 2023 un engin explosif au bord de la rivière Mukemangyi et joué à côté du lac, heureusement l'engin n'a pas explosé. Informé de la situation, le chef du Quartier Mwemezi aurait sécurisé l'engin. Tous ces engins n'ont pas explosé mais constituent un risque de protection pour les populations qui ont un déficit de connaissance sur les mécanismes de prévention.

Les différents affrontements des militaires contre les groupes armés et déploiements de forces loyalistes dans cette partie de la province justifieraient la présence récurrente des engins explosifs dans certaines entités.

- Depuis janvier 2023, **43,366** personnes ont été touchées par ces violations dont **8,912** femmes, **32,917** hommes et **1,537** enfants.

KALEHE

- **1,887** cas de violations des droits de l'homme ont été rapportés en octobre dans le territoire qui fait 21% des cas documentés dans les provinces du Sud Kivu et du Maniema au mois d'octobre.
- Les cas de VBG en légère augmentation (57 cas en octobre contre 54 cas en septembre 2023) restent les plus élevés des deux provinces. Une récurrence des cas d'agression sexuelle dans les groupements de Bitale, Mubugu et Ziralo a été observée durant toute la période sous revue avec plusieurs incidents qui surviendraient au cours des attaques des groupes armés contre les villages de ces groupements ou sur le chemin des champs.
- A titre d'exemple dans la nuit du 3 au 4 octobre, des éléments de deux groupes armés auraient simultanément attaqué plusieurs localités du groupement de Ziralo et auraient pillé plusieurs biens dans ces villages, et violé cinq femmes.
Le 29 octobre 2023, des hommes armés auraient assiégé un village du groupement de Mubugu. Ces derniers y auraient pillé du bétail et violé cinq femmes qui retournaient de leurs champs. Les survivantes n'auraient pas eu accès à la prise en charge médicale consécutivement au manque d'intrants médicaux dans une structure médicale locale.
- Le groupement de Kalonge/Chifunzi n'ayant pas eu de présence des militaires FARDC depuis le 16 octobre, la sécurité des personnes et de leurs biens aurait été quasiment assurée par des éléments *Raiya Mutomboki*. Ces derniers auraient été les auteurs d'abus sur les civils, dont des extorsions, intimidations.

En prévision de leur déploiement pour Goma, lieu des hostilités contre le mouvement du M23, les factions *Raiya Mutomboki* seraient passées au cours de la dernière semaine du mois dans les différents marchés locaux pour exiger la ration alimentaire, une provision pouvant leur permettre d'arriver à Goma, sans rupture de stock ; il s'agissait ainsi d'une « contribution à l'effort de guerre »⁵.

⁵[Rapports hebdomadaires du 10 au 19 octobre 2023 & du 21 au 27 octobre 2023 Programme D'appui au Développement Communautaire \(PADC RD Congo\)](#)





- De plus, le groupe armé *Nyatura*, désormais sous la coalition MCDPIN, se revendique également comme un *Wazalendo* ; ils ont récemment envoyé des éléments au front au Nord Kivu. Dans cette optique, le groupe a élargi sa zone d'activité, Southern Lumbishi et Numbi, dans le territoire de Kalehe, qui est également une préoccupation de la protection des civils. La reprise des violences au Nord Kivu a un impact direct sur la mobilisation de Wazalendo, y compris le recrutement.

UVIRA

- Dans le territoire **1,711** violations et abus des droits de l'homme ont été enregistrés en octobre 2023 contre **1,913 cas** en septembre 2023.
- Les attaques répétées des groupes armés assorties de pillages, enlèvements, viols et autres violations des droits de l'homme impacteraient négativement sur la productivité au niveau des zones des Hauts et Moyens Plateaux du territoire, et la Plaine de la Ruzizi, car elles affectent la conduite des activités agropastorales.
- En fin de période, des actes de vandalisme attribués à des groupes d'autodéfense populaire auraient marqué l'environnement sécuritaire et de protection de ce territoire. Ceux-ci se seraient insurgés contre l'autorité provinciale prenant d'assaut certains quartiers de la ville d'Uvira, le 25 octobre 2023. Ces hommes armés protesteraient contre la tenue d'une réunion sur le lancement de travaux de construction d'un bâtiment administratif dans la ville, mais aussi les travaux de réhabilitation de la route nationale N° 5. Des coups de balle de sommation auraient été tirés par ces acteurs armés non étatiques pour exprimer leur indignation sur ce qu'ils qualifieraient de mensonge. Outre un civil qui aurait succombé de blessures, et un autre blessé, les sources sur place auraient renseigné qu'il y a eu paralysie des activités socio-économiques dans la ville au cours de la période du 26 au 28 octobre 2023.
- Par ailleurs, une attaque assortie des cas d'enlèvement aurait été rapportée à Rubanga le 30 octobre 2023 : dix civils auraient été enlevés par des hommes armés et des biens emportés, parmi les victimes cinq auraient été soumises au transport des biens pillés.

MWENGA

- Il a été constaté une augmentation des actes de violence attribués aux hommes et factions des groupes armés contre des civils dans des villages et dans certaines entités d'exploitation minière.
- Au moins 6 Attaques attribuées aux éléments d'une faction d'un groupe armé local ont successivement été conduites à Katela, Peluze, Bibunga, Kakamba, Nyabalube Kooze et villages environnants au cours de la période du 02 au 18 octobre 2023. Consécutivement à ces attaques, 08 femmes PDI avaient été abusées sexuellement sur le chemin qui mène vers un champ, 06 hommes ont subi une bastonnade, des biens de ménages ont été pillés systématiquement. D'après les sources contactées près de 4,281 ménages avaient été forcés à se déplacer.
- Il a été rapporté des affrontements entre les militaires FARDC, et des éléments d'un groupe armé du 1 au 3 octobre, à Ilundu et Kalingi dans le secteur d'Itombwe. Consécutivement à ces affrontements, 105 ménages se seraient déplacés vers le village Mikenge.
- Du 1^{er} au 2 octobre 2023, certains éléments d'un groupe armé auraient successivement attaqué les villages Nyabalume, Kilamba, Pelouse et Kashilembo. 117 ménages se seraient déplacés vers Katundu, Kigalama et Ngando, plusieurs biens constitués du bétail auraient été pillés dans treize ménages, et quatre ponts auraient été détruits par ces hommes armés.
- A la fin du mois, le 26 octobre 2023, de violents affrontements entre groupes armés à Makutano, Bakura et Malingi, dans le groupement de Basimukindje 1^{er}, auraient forcé plus de 241 ménages au déplacement vers Tabunde, Mikenge et dans la brousse. Par crainte d'autres affrontements, les PDI ne sont pas retournées dans leur lieu habituel de résidence. Leur présence sur les lieux de déplacement laisserait entrevoir le risque de recours à des stratégies négatives de survie pour les femmes et filles, des cas de vol dans le champ, et pourrait susciter des problèmes de cohabitation pacifique entre ces personnes déplacées internes et les communautés hôtes.

Parallèlement, certains de ces hommes armés sus évoqués auraient attaqué la structure médicale de Bakura, village du groupement de

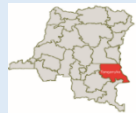




Basimunyaka, le 29 octobre 2023 dans le but de piller des intrants médicaux pour vraisemblablement soigner certains de leurs blessés.

D'autres attaques similaires attribuées aux éléments des groupes armés auraient été signalées à Kalingi et Makina le 31 octobre 2023.

PROVINCE DU TANGANYIKA

Territoire	Violations du droit à la liberté	Violations du droit à la propriété	Violations du droit à l'intégrité physique	VBG	Conflits fonciers	Total
 KALEMIE	92	211	163	25	00	491
NYUNZU	44	160	164	166	34	408
TOTAL	136	371	327	31	34	899

La situation sécuritaire est restée relativement stable dans la province au cours de la période sous examen notamment dans les territoires de Kongolo, Nyunzu et Kabalo à la différence du mois précédent bien qu'une augmentation des incidents de protection ait été observée. En effet, **899** violations et incidents ont été rapportés en octobre, soit **509** violations en plus par rapport au mois de septembre 2023 avec **390** violations et abus.

Depuis janvier, **40,279** personnes ont été victimes de violations dont **13,612** femmes, **13,343** hommes et **13,324** enfants.

KALEMIE

Le contexte de sécurité et de protection reste inchangé sur l'axe Bendera et ses environs dans la zone de santé de Nyemba en raison de la persistance de l'activisme des groupes armés principalement les Maï Maï Apa na Pale, au travers des nombreux braquages et attaques contre les civils, provoquant des incidents de protection et des déplacements forcés.

A titre illustratif, le 14 octobre 2023 sur l'axe Bendera, 6 marchands dont 4 femmes en route vers la carrière de Kinyama, (97 Km au nord-est de

Kalemie) seraient tombés dans une embuscade des Maï-Maï Apa na Pale qui auraient humilié les femmes en les déshabillant, obligeant les deux derniers à les contempler pendant un long moment. Le jour suivant, les Maï-Maï Apa na pale auraient fait une incursion dans le village Nsela à 81 km de Kalemie sur l'axe Bendera y ont pillé trois boutiques et 7 ménages, laissant un boutiquier blessé par balle.

En outre, les villages Tundwa, Kapunda, Twikenji sur l'axe Bendera auraient subi respectivement les attaques des miliciens Twa les 05, 08, 11 et 13 octobre 2023. Les assaillants auraient pillé plusieurs biens de valeur.

Le 14 octobre 2023, aux environs du village Kilasi, localité située à 80 km à l'ouest de Kalemie sur l'axe Nyunzu, un groupe de 6 combattants Twa munis Apa Na Pale, auraient tendu une embuscade à 5 motocyclistes et leurs clients, qui se rendaient à Nyunzu centre. Dans la foulée, un véhicule, en sens inverse, ayant à son bord quatre agents humanitaires, en direction de Kalemie en provenance de Nyunzu, a également été intercepté. Les bourreaux ont pillé des biens et auraient abusé de deux femmes.

NYUNZU

Globalement, la majeure partie de Nyunzu a été calme en dépit de quelques incidents isolés ayant émaillé la situation de protection au cours d'octobre 2023.

Dans le groupement Bangobango, l'exploitation des minerais a suscité des tensions entre deux chefs coutumiers locaux se disputant la gestion des carrières minières et entraîné des accrochages entre leurs partisans. Au moins 12 personnes ont été victimes de coups et blessures graves pendant les accrochages entre les partisans de ces deux chefs à Musebe dans la première quinzaine d'octobre.

KONGOLO

Les activités criminelles de miliciens Maï-Maï Malaïka à Kabambare dans la province voisine du Maniema continue de forcer des milliers de personnes à se déplacer vers Kongolo.

Environ 2,635 personnes qui ont fui des affrontements ayant opposé deux factions Mayi Mayi dans la zone de santé de Lusangi sont arrivées au cours de la première quinzaine d'octobre à Mugizya, Sola et Ponda, au nord de Kongolo. Il est à craindre que ces personnes ne recourent à des stratégies






négatives de survie (prostitution, vol de récoltes...) en cas de déplacement prolongé face au manque de réponse.

MANONO

De nouvelles attaques suivies d'affrontements entre FARDC et Bakatakanga à Mambwe ont entraîné des problèmes de protection le 05 octobre 2023 : 6,000 personnes ont été forcées de fuir leurs villages de la zone de santé de Kiambi vers Mwenge, Kayumba, et cité de Kiambi, 7 civils auraient été tués et plusieurs autres blessés tandis que des centaines des maisons ont été pillées puis incendiées. Ces déplacés sont des retournés de décembre 2022 après avoir fui entre août et septembre 2022 des affrontements similaires toujours à Mambwe.

KASAÏ, KASAÏ ORIENTAL ET KASAÏ CENTRAL

Violations des droits							
Territoires	Violations du droit à la liberté	Violations du droit à la propriété	Violations du droit à l'intégrité physique	VBG	Conflits fonciers	Total	%
							
Kasai	85	169	237	222	4	717	58
Kasai oriental	20	61	66	7	7	161	13
Kasai central	83	110	62	60	37	352	29
TOTAL	188	340	365	289	48	1,230	100

- Environ **1,230 violations et abus** de protection perpétrées, dont 58% dans le Kasai, 29% dans le Kasai Central et 13% dans le Kasai Oriental ; soit une augmentation des violations de 30.85% dans les provinces par rapport au mois de septembre 2023 où il y avait environ 940 violations dans les trois Kasais.
- De janvier à octobre 2023, **15,636** personnes ont été victimes de violations dont **4,248** femmes, **7,004** hommes et **4,384** enfants.

KASAI

- **Tshikapa** : Quelques cas isolés de vols à mains armées sont signalés dans les milieux périphériques de la ville de Tshikapa. La poursuite de la traque des hors la loi pourrait garantir une sécurité efficiente et totale de la population.
- **Le territoire de Luebo** continue à faire face à plusieurs conflits liés à l'exploitation des forêts, qui occasionnent de pertes en vies humaines. Une implication majeure des autorités territoriales et provinciales s'avère nécessaire pour faire face à la situation.
- Les expulsions de migrants congolais par les autorités angolaises se sont poursuivies durant le mois d'octobre sur la bande frontalière de Kamako. 1,183 personnes ont été expulsées durant ce mois, parmi lesquelles 23 filles, 22 garçons, 96 femmes et 1,042 hommes. Aucun cas de refoulement n'a été signalé. De janvier 2023 à nos jours, 16,271 personnes ont été expulsées par l'Angola à travers cette frontière.
- Un conflit ressurgit dans les limites de la zone de santé de Kakenge et de Mweka, opposant les communautés voisines Tulembi et Mubemba autour des limites champêtres. Un garçon du village Mubemba qui était en train de revenir de Mweka vers son village natal, a été surpris par un groupe de personnes appartenant à la communauté opposée, qui lui auraient administré des coups et blessures avant de le libérer tard dans la soirée. Ce conflit a occasionné le mouvement des communautés de Bena longo/Tulembi qui ont à 95% perdu leurs maisons et autres biens de valeurs.

KASAÏ ORIENTAL

- La situation sécuritaire s'est dégradée le 31 octobre 2023 dans la ville de Mbuji-Mayi à la suite d'incidents survenus à la place Matshikisha, non loin de Mwa Luse dans la commune de la Muya. Des jeunes présentés comme des délinquants ont multiplié les agressions et actes de terreur pour réclamer la libération de leur leader arrêté la veille par la police. Le bilan fait état de plusieurs blessés parmi les manifestants et un jeune homme mort après avoir reçu une balle perdue. La victime serait un proche du leader arrêté.





Ce dernier, considéré comme leader du groupe de « Bena Makanda » de Matshikisha, appellation locale de « Kuluna », a été arrêté le mardi 30 octobre au lendemain d'actes de violence qui aurait été causés par son groupe au rond-point Petrombu dans la commune de Bipemba, entraînant la perte de plusieurs biens appartenant à des commerçants et des passants.

KASAI CENTRAL

- Résurgence le 30 octobre 2023 dans le Territoire de DIBAYA/Mission Catholique Kamponde d'un conflit entre deux villages : le village Tshibala (Groupement Kangoma, Secteur de Tshishilu) et le Village Tshikele (Groupement Bena-Ntolo, Secteur de Dibanda).

Les deux villages se disputent des portions de terres agricoles et à l'occasion de ces affrontements, il y a eu pertes en vies humaines (nombre inconnu), incendies de maisons et déplacements de populations. Des forces de sécurité ont été déployées pour le rétablissement de l'ordre.

PROVINCES DE KWANGO, KWILU, MAÏ-NDOMBE

Provinces	Violations de droits				
	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	VBG	Total	%
Kwango	23	00	00	23	13
Kwilu	35	69	20	124	70
Mai-Ndombe	13	07	11	31	17
TOTAL	71	76	31	178	100

- **178 violations et abus** ont été documentées durant le mois d'octobre⁶ : 71 violations du droit à la propriété, 76 violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, 31 cas de violences basées sur le genre. Comparativement au mois précédent durant lequel **199** violations ont été rapportées, il ressort une diminution de **21 violations (10.55%)**.

⁶ SAR - Système d'Analyses et Réponses UNHCR

- **36.70%** des violations rapportées en octobre 2023 seraient commises par les FARDC et il s'agit essentiellement de la violation du droit à la propriété.
- De juin (période à partir de laquelle les alertes relatives aux violations des droits de l'homme ont commencé à être rapportées) à octobre 2023, **534** violations et abus ont été enregistrés dans les trois provinces. Les forces de sécurité et de défense sont incriminées dans 111 violations dont **91 cas attribués aux FARDC et 20 cas à la PNC**. Il s'agirait pour les FARDC principalement de violations du droit à la propriété (82 cas), violation du droit à la vie et l'intégrité physique (4 cas), agressions sexuelles (3 cas), arrestations arbitraires/détention illégale (2 cas). S'agissant de la PNC, les violations commises seraient des arrestations arbitraires/détention illégale (17 cas), agressions sexuelles (2), taxes illégales (1).
- La situation de protection dans les 3 provinces est restée caractérisée par la persistance des violences consécutives au conflit intercommunautaire en cours dans la région et, plus particulièrement, par les incursions des miliciens Yaka (mobondos) et les affrontements entre ces derniers et les FARDC qui continuent d'entraîner des mouvements de populations affectant aussi bien les provinces précitées que la zone périphérique de la ville de Kinshasa.
- Plusieurs violations alléguées aux miliciens Mobondos sont rapportées dans la zone.
- A titre illustratif, il a été rapporté le mercredi 18 octobre, dans la commune rurale de Maluku dans la ville de Kinshasa, l'enlèvement par des présumés éléments Mobondos de 02 femmes parties en brousse pour la cueillette de champignons.
- Les forces de défense et sécurité de la RDC ont renforcé leur présence dans diverses localités dont celles qui sont limitrophes entre les provinces de Kwilu et celle de Mai Ndombe, jadis considérées comme





bastion et porte d'entrée des assaillants Mobondo à partir de Kwamouth pour le territoire de Bagata

- Des déplacements forcés ont été relevés, selon diverses alertes et les données chiffrées ont été collectées/mises à la connaissance des acteurs.

LIMITATIONS

- Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par les partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

- Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

- Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

